

Rapport financier semestriel 2026



Sommaire

I.	Attestation du responsable	3
II.	Rapport semestriel d'activité	4
III.	Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026	8
IV.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	27

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 26 août 2026

Benoît de Ruffray

Administrateur – Président-directeur général

II. Rapport semestriel d'activité

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 12,20 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2026, en hausse de 2,3 % à structure réelle (+ 1,1 % à périmètre et change constants) par rapport au 1^{er} semestre 2025.

Dans les Travaux, l'activité s'est avérée soutenue au 2^e trimestre, en hausse de 4,8 % (+3,4 % à périmètre et change constants). Au total du semestre, le chiffre d'affaires des Travaux s'établit à 10,30 milliards d'euros (+ 2,8 % à structure réelle ; + 1,2 % à périmètre et change constants). L'activité reste solide en Europe (France et hors de France), où elle progresse de 4,5 % (+ 2,8 % à périmètre et change constants) sur le semestre. Hors d'Europe, la forte baisse d'activité est due à la fin de plusieurs opérations réalisées en mode export, telle qu'anticipée.

La société Goyer rattachée précédemment à la branche Infrastructures a rejoint le pôle Hors Site de la branche Construction, les données de l'année 2025 ont été modifiées en ce sens (158 millions d'euros en 2025 dont 72 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2025 / Carnet de commandes : 227 millions d'euros au 30 juin 2025).

Dans la branche Construction, le chiffre d'affaires est en croissance de 5,0 % (à structure réelle et à périmètre et change constants) à 2,11 milliards d'euros. En France, en hausse de 6,9 % (à structure réelle et à périmètre et change constants), l'activité continue de bénéficier de la montée en puissance de plusieurs grands projets et d'une base de comparaison favorable, en particulier en Immobilier. En Europe hors de France, l'activité est également soutenue (+ 4,2 % à structure réelle et à périmètre et change constants), notamment en Belgique, Luxembourg ainsi qu'en Pologne. En Immobilier, le chiffre d'affaires est en hausse de 11,8 % à 255 millions d'euros, qu'il convient de relativiser compte tenu d'un 1^{er} semestre 2025 historiquement faible. La commercialisation de logements s'établit à 1 224 unités contre 916 au 1^{er} semestre 2025.

Le carnet de commandes s'élève au 30 juin 2026 à 5,9 milliards d'euros. Il est en hausse de 6 % sur un an. Il n'intègre que partiellement l'activité pluriannuelle générée par le contrat Nové avec le ministère des Armées.

Dans la branche Infrastructures, le chiffre d'affaires est stable à structure réelle (- 1,3 % à périmètre et change constants) à 4,23 milliards d'euros. En France, il est en légère croissance (0,5 % à structure réelle et à périmètre et change constants) à 2,16 milliards d'euros avec des disparités par métier (Eiffage Route - 4,2 %, Eiffage Génie Civil - 0,7 % et Eiffage Métal + 46,7 %). L'activité d'Eiffage Route subit le cycle électoral post élections municipales de mars 2026. Eiffage Métal est porté par les grands projets d'éolien offshore. En Europe hors de France, le chiffre d'affaires est en hausse de 6,5 % (+ 3,6 % à périmètre et change constants) à 1,95 milliard d'euros. La société HSM, consolidée début juin 2025, contribue à 3,6 % de croissance et les effets de change à - 0,7 %. En Allemagne, l'activité est affectée par la fin des travaux de l'autoroute A3 mais elle progresse significativement par ailleurs tout comme en Espagne, portée par quelques opérations emblématiques. Hors d'Europe le chiffre d'affaires est de 118 millions d'euros, contre 250 millions d'euros au 30 juin 2025. Cette baisse est notamment liée au recul -prévu- de l'activité au Sénégal ainsi qu'à la fin du chantier de Puerto Antioquia en Colombie.

Le carnet de commandes s'élève, au 30 juin 2026, à 16,1 milliards d'euros, en hausse de 6 % sur un an.

Dans la branche Énergie Systèmes, après un 1^{er} trimestre stable à périmètre constant (- 0,3 %), l'activité du 2^e trimestre affiche une nette reprise (+ 6,6 % à structure réelle ; + 4,1 % à périmètre et change constants). On observe au semestre une augmentation de l'activité de 4,8 % (+ 2,0 % à périmètre et change constants) à 3,95 milliards d'euros. En France, le chiffre d'affaires s'établit à 2,10 milliards d'euros, en hausse de 0,4 % (- 1,2 % à périmètre et change constants). En Europe hors de France, l'activité reste bien orientée et augmente de 10,8 % (+ 6,1 % à périmètre et change constants) à 1,75 milliard d'euros, les acquisitions réalisées en Allemagne, Espagne et Italie ayant amené un supplément de croissance de 4,6 %. Hors d'Europe, le chiffre d'affaires est de 105 millions d'euros, contre 102 millions d'euros au 30 juin 2025.

Le carnet de commandes est en hausse de 9 % sur un an à 9,5 milliards d'euros.

Dans les Concessions, le chiffre d'affaires est en baisse de 0,4 % (+ 0,5 % à périmètre et change constants) à 1,90 milliard d'euros. Il est rappelé que Nové est mis en équivalence depuis le 31 décembre 2025 (18 millions d'euros de chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2025), ce qui explique la variation de périmètre.

Le trafic des véhicules légers est globalement en retrait compte tenu de la persistance de prix de carburants élevés alors que celui des poids lourds reste soutenu. Par rapport au 1^{er} semestre 2025 le trafic est en baisse de 2,5 % chez APRR, 6,8 % sur le viaduc de Millau, 4,6 % sur Aliénor (A65) et de 1,2 % sur Adélaïde (A41), ces deux dernières affichant toutefois des chiffres d'affaires en progression. Le

trafic est en revanche en hausse de 1,9 % sur Aliaé (A79) et de 6,6 % sur l'autoroute de l'Avenir au Sénégal. Le chiffre d'affaires des concessions autoroutières en France est en progression de 0,5 % à 1,67 milliard d'euros (+ 9 millions d'euros dont 10 millions d'euros pour les nouvelles aires Fulli).

Le trafic de l'aéroport de Toulouse progresse de 0,9 % (+ 2,9 % de chiffre d'affaires à 82 millions d'euros) alors que celui de Lille baisse de 1,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2025. Le chiffre d'affaires des aéroports est en hausse de 3,0 %.

Les PPP et équivalents réalisent un chiffre d'affaires en repli à 102 millions d'euros.

Millions d'euros	Variations			
	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2025*	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2026	Structure réelle	Périmètre et change constants
Construction	2 013	2 113	+ 5,0 %	+ 5,0 %
Infrastructures	4 231	4 229	- 0,0 %	- 1,3 %
Energie Systèmes	3 772	3 954	+ 4,8 %	+ 2,0 %
Sous -Total Travaux	10 016	10 296	+ 2,8 %	+ 1,2 %
Concessions (hors IFRIC 12)	1 912	1 904	- 0,4 %	+ 0,5 %
Total groupe (hors IFRIC 12)	11 928	12 200	+ 2,3 %	+ 1,1 %
Dont :				
. France	7 639	7 754	+ 1,5 %	+ 1,3 %
. Europe (hors France)	3 879	4 188	+ 8,0 %	+ 4,7 %
Total Europe	11 518	11 942	+ 3,7 %	+ 2,4 %
. International (hors Europe)	410	258	- 37,1 %	- 36,8 %
Chiffre d'affaires construction des Concessions (IFRIC 12) *	98	90	n.s.	

* Pour "Construction" et "Infrastructures", chiffres retraités du transfert du métier de façadier du secteur "Infrastructures" vers le secteur "Construction".
Pour "Concessions", chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note 18 des comptes semestriels consolidés résumés).

Résultats

Le résultat opérationnel courant du Groupe est en hausse à 1 milliard d'euros (+ 20 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2025), pour une marge opérationnelle courante maintenue à 8,4 %.

La marge opérationnelle d'Eiffage Construction est de 3,5 % (3,5 % au 1^{er} semestre 2025) dans un marché de la construction neuve (résidentielle et tertiaire) et de la promotion immobilière toujours dégradé en France. Dans la branche Infrastructures, la marge opérationnelle, traditionnellement négative au premier semestre dans les métiers du Génie Civil et de la Route, s'établit à - 0,3 % (- 0,3 % au 1^{er} semestre 2025). Enfin, chez Eiffage Énergie Systèmes, la marge opérationnelle augmente à nouveau sensiblement à 5,2 % (4,9 % au 1^{er} semestre 2025). Eiffage Énergie Systèmes dispose désormais d'une taille critique sur ses marchés cibles européens, tous bien orientés.

Au total des Travaux, la marge opérationnelle est en hausse à 2,6 % (2,4 % au 1^{er} semestre 2025), portant la contribution des Travaux au résultat opérationnel courant du semestre à 269 millions d'euros contre 241 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025 (soit + 11,6 % pour une activité en croissance de 2,8 %).

Dans les Concessions, le résultat opérationnel courant est de 822 millions d'euros, en repli de 16 millions d'euros, essentiellement sur les concessions autoroutières en France, affectées par la baisse prolongée du trafic des véhicules légers et la charge d'amortissement tendanciellement croissante, telle qu'anticipée. La marge opérationnelle s'établit ainsi à 43,2 % (43,8 % au 1^{er} semestre 2025). APRR affiche pour sa part une marge d'Ebitda de 71,7 % (72,1 % au 1^{er} semestre 2025). Les aires Fulli, nouvellement exploitées par APRR, entraînent une dilution de la marge d'Ebitda de 0,5 % (marge d'Ebitda 2026 à périmètre comparable à 2025 de 72,2 %).

Le coût de l'endettement financier net est quasi stable à 161 millions d'euros (159 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025), l'augmentation des taux d'intérêts étant compensée par la baisse de l'endettement net. Le résultat financier inclut par ailleurs la plus-value de cession de Volterres.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence intègre 34 millions d'euros au titre de Getlink.

Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 342 millions d'euros contre 305 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025 (+ 12,1 %).

Situation financière

Le cash-flow libre, structurellement faible au premier semestre, est de - 75 millions d'euros du même ordre qu'en 2025 (- 91 millions d'euros), malgré l'augmentation de la variation saisonnière du besoin en fonds de roulement.

Les acquisitions du semestre ont représenté un investissement de 204 millions d'euros. Il s'agit pour l'essentiel du dernier renforcement au capital de Getlink et d'acquisitions réalisées dans les services à l'énergie en Allemagne.

La dette financière nette - hors dette IFRS 16 et juste valeur des swaps - s'élève à 9,4 milliards d'euros au 30 juin 2026, en diminution de 0,5 milliard d'euros sur 12 mois. La dette financière nette sans recours des Concessions est en baisse de 0,6 milliard d'euros sur un an à 9,9 milliards d'euros alors que la holding et les branches Travaux affichent une trésorerie nette positive de plus de 0,5 milliard d'euros, stable sur 12 mois. La génération de cash-flow libre sur les 12 derniers mois a permis de financer d'importants investissements de croissance (renforcements de 7,11 % puis de 1,74 % au capital de Getlink notamment) et de diminuer l'endettement net.

Eiffage a procédé, au 1^{er} semestre, à une annulation de titres simultanément à l'augmentation de capital réservée aux salariés. La part du capital auto-détenue au 30 juin 2026 est de 0,8 % contre 1,8 % au 30 juin 2025 et 3,0 % au 31 décembre 2025.

Financements

Le Groupe dispose d'une structure financière solide tant au niveau d'Eiffage S.A. (et de ses filiales Travaux), bénéficiant d'une notation court terme de F2 par Fitch, que de ses entités concessionnaires dont la plus importante est APRR, notée A stable par Fitch et A- stable par S&P.

Eiffage S.A. et ses filiales Travaux disposaient au 30 juin 2026 d'une liquidité de 4,4 milliards d'euros composée de 2,4 milliards d'euros de disponibilités et d'une ligne de crédit bancaire non tirée de 2 milliards d'euros sans covenant financier. Cette facilité sans covenant financier est à échéance 2031 avec une extension possible d'un an. La liquidité d'Eiffage S.A. est stable (- 0,1 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2025).

APRR disposait, pour elle-même, d'une liquidité de 2,9 milliards d'euros au 30 juin 2026, composée de 1,4 milliard d'euros de disponibilités et d'une ligne de crédit bancaire non tirée de 1,5 milliard d'euros. Cette facilité sans covenant financier est à échéance 2031 avec une extension possible d'un an. La liquidité d'APRR est en baisse de 0,4 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2025.

APRR a réalisé avec succès en janvier 2026 une nouvelle émission obligataire de 0,5 milliard d'euros à échéance janvier 2032 pour un coupon de 3,125 %.

Engagements dans la transition écologique

Le Groupe a publié au 1^{er} semestre 2026 son 7^e rapport climat, et poursuit ses engagements pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, limiter les pressions sur les ressources naturelles et la biodiversité, ainsi que l'impact de ses déchets.

En particulier, ce rapport climat traite de l'adaptation des territoires au changement climatique et détaille :

- la façon dont le changement climatique est intégré au plus haut niveau de l'entreprise et au cœur des métiers avec des équipes de plus en plus nombreuses à être formées et sensibilisées ;
- la gestion des risques physiques et de transition liés au changement climatique ;
- la stratégie choisie pour être compatible avec une limitation à 1,5°C de l'augmentation moyenne de la température mondiale et les opportunités d'activités durables dont le développement doit être accéléré.

Le Groupe a également bénéficié de l'amélioration de sa note auprès des agences de notation extra-financière MSCI, EcoVadis, ISS et Sustainalytics.

Perspectives 2026

Le carnet de commandes des Travaux s'élève à 31,5 milliards d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 7 % sur un an (+ 6 % depuis le début de l'année), il est en progression dans toutes les branches.

Ce carnet historiquement élevé et les résultats solides du 1^{er} semestre 2026 permettent au Groupe de confirmer ses perspectives globales de « croissance d'activité d'une ampleur moindre qu'en 2025 et de nouvelle amélioration du résultat opérationnel courant et du résultat net part du Groupe ».

Dans les Travaux, le Groupe anticipe :

- un chiffre d'affaires en légère hausse (« du même ordre qu'en 2025 » précédemment) dans les branches Infrastructures et Construction et à nouveau en croissance chez Eiffage Énergie Systèmes, d'une ampleur moindre qu'en 2025 ;
- une marge opérationnelle en hausse portée par une nouvelle amélioration de la rentabilité d'Eiffage Énergie Systèmes et la consolidation du niveau de marge des autres métiers de Travaux, dans le cadre d'une politique toujours sélective de prise d'affaires.

Dans les Concessions, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont attendus désormais en léger repli par rapport à 2025 (« légère hausse » précédemment) compte tenu de la persistance de la baisse du trafic autoroutier dans un contexte de prix des carburants élevés.

Principaux risques – transactions entre parties liées

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 334 à 342 du document d'enregistrement universel 2025 de la société enregistrée sous le n° D.26-0157. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2^e semestre 2026. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans la note 10 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026.

Les transactions entre parties liées sont exposées en note 15 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026.

III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026

Bilan consolidé

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	31 décembre 2025
Actif non courant			
Immobilisations corporelles		2 426	2 410
Droits d'utilisation des actifs loués		1 513	1 368
Immeubles de placement		62	64
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	7	10 572	10 850
Goodwill		4 836	4 799
Autres immobilisations incorporelles		294	319
Participations dans les sociétés mises en équivalence		2 934	2 838
Actifs financiers sur accords de concession de services non courants	7-10	1 048	1 083
Autres actifs financiers non courants	10	474	420
Impôts différés		285	259
Autres actifs non courants		1	1
Total actif non courant		24 445	24 411
Actif courant			
Stocks		977	944
Clients et autres débiteurs		7 895	7 025
Impôts courants		46	35
Actifs financiers sur accords de concession de services courants	7-10	80	78
Autres actifs		3 141	2 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10-11	4 517	5 870
Actifs détenus en vue de la vente		-	16
Total actif courant		16 656	16 523
Total de l'actif		41 101	40 934

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	31 décembre 2025
Capitaux propres			
Capital	9	392	392
Réserves consolidées		6 785	6 037
Cumul des autres éléments du résultat global		103	50
Résultat de l'exercice		342	1 022
Capitaux propres part du Groupe		7 622	7 501
Participations ne donnant pas le contrôle (1)		1 314	1 389
Total des capitaux propres		8 936	8 890
Passif non courant			
Emprunts	10-12	10 976	11 573
Dettes de location	12	1 141	992
Impôts différés		738	744
Provisions non courantes	13	909	881
Autres passifs non courants		538	538
Total passif non courant		14 302	14 728
Passif courant			
Fournisseurs et autres créanciers	10	5 995	5 613
Emprunts et dettes financières diverses	10-12	1 601	1 846
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	10-12	1 323	1 005
Partie à moins d'un an des dettes de location	12	355	359
Dettes d'impôt sur le résultat		309	262
Provisions courantes	13	1 117	1 125
Autres passifs		7 163	7 106
Passifs détenus en vue de la vente		-	-
Total passif courant		17 863	17 316
Total des capitaux propres et passifs		41 101	40 934

(1) Dont, au 30 juin 2026, 821 millions d'euros pour Financière Eiffarie (890 millions d'euros au 31 décembre 2025), 45 millions d'euros pour Adelac (46 millions d'euros au 31 décembre 2025) et 301 millions d'euros pour Aéroport Toulouse-Blagnac (310 millions d'euros au 31 décembre 2025).

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	30 juin 2025 *
Produits des activités opérationnelles (1)	4	12 438	12 297
Autres produits de l'activité		9	9
Achats consommés		(1 996)	(2 016)
Charges de personnel		(3 024)	(2 881)
Charges externes		(5 302)	(5 380)
Impôts et taxes		(295)	(291)
Dotations aux amortissements		(806)	(756)
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		(46)	(80)
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		(12)	32
Autres produits et charges d'exploitation		53	65
Résultat opérationnel courant		1 019	999
Autres produits et charges opérationnels		(19)	(24)
Résultat opérationnel		1 000	975
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		51	54
Coût de l'endettement financier brut		(212)	(213)
Coût de l'endettement financier net		(161)	(159)
Autres produits et charges financiers		24	(9)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		35	34
Impôt sur le résultat		(347)	(351)
Résultat net		551	490
- Part du Groupe		342	305
- Participations ne donnant pas le contrôle		209	185
Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action :			
Résultat de base par action (part du Groupe)		3,58	3,27
Résultat dilué par action (part du Groupe)		3,54	3,23
(1) Dont chiffre d'affaires construction des Concessions (IFRIC 12) :		90	98

* Chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note 18).

Etat du résultat global

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	30 juin 2025 *
Résultat net		551	490
Éléments non recyclables en résultat net			
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation d'actifs financiers		-	-
Impôt sur éléments non recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes sur éléments non recyclables des sociétés mises en équivalences		(1)	-
Éléments recyclables en résultat net			
Ecart de conversion		5	8
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (1)		(5)	30
Impôts sur éléments recyclables		1	(8)
Quote-part des gains et pertes sur éléments recyclables des sociétés mises en équivalence		15	21
Autres éléments du résultat global		15	51
Résultat global		566	541
- Part du Groupe		358	350
- Participations ne donnant pas le contrôle		208	191
(1) Dont montant recyclé en résultat net de la période		(2)	(3)

* Chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note 18).

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Réévaluation d'actifs financiers	Avantages du personnel	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
En millions d'euros										
Capitaux propres au 01/01/2025 *	392	560	5 723	54	(26)	-	(26)	6 677	1 396	8 073
Opérations sur capital	-	(5)	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	259	-	-	-	-	259	-	259
Paiements fondés sur des actions	-	-	97	-	-	-	-	97	1	98
Distribution	-	-	(452)	-	-	-	-	(452)	(226)	(678)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	(25)	-	-	-	-	(25)	3	(22)
Transactions avec les actionnaires	-	(5)	(121)	-	-	-	-	(126)	(222)	(348)
Résultat net de la période	-	-	305	-	-	-	-	305	185	490
Autres éléments du résultat global	-	-	-	8	38	-	(1)	45	6	51
Résultat global	-	-	305	8	38	-	(1)	350	191	541
Capitaux propres au 30/06/2025 *	392	555	5 907	62	12	-	(27)	6 901	1 365	8 266
	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Réévaluation d'actifs financiers	Avantages du personnel	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2026	392	556	6 502	82	(26)	-	(5)	7 501	1 389	8 890
Opérations sur capital	-	84	-	-	-	-	-	84	-	84
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	77	-	-	-	-	77	-	77
Paiements fondés sur des actions	-	-	78	-	-	-	-	78	1	79
Distribution	-	-	(468)	-	-	-	-	(468)	(292)	(760)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	(6)	5	(7)	-	-	(8)	8	-
Transactions avec les actionnaires	-	84	(319)	5	(7)	-	-	(237)	(283)	(520)
Résultat net de la période	-	-	342	-	-	-	-	342	209	551
Autres éléments du résultat global	-	-	(38)	5	49	-	-	16	(1)	15
Résultat global	-	-	304	5	49	-	-	358	208	566
Capitaux propres au 30/06/2026	392	640	6 487	92	16	-	(5)	7 622	1 314	8 936

* Chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note 18).

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	30 juin 2025 *
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	11	5 784	5 959
Incidence des variations de cours des devises		2	(1)
Trésorerie d'ouverture corrigée		5 786	5 958
Résultat net		551	490
Résultat des sociétés mises en équivalence		(35)	(34)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		138	72
Dotation aux amortissements		805	756
Dotation nette aux provisions		7	64
Autres résultats sans effet sur la trésorerie		86	105
Résultat sur cessions		(43)	(15)
Autofinancement		1 509	1 438
Charge nette d'intérêts		145	145
Intérêts versés		(209)	(223)
Charge d'impôt sur le résultat		347	352
Impôt sur le résultat payé		(342)	(369)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(1 030)	(892)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)		420	451
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(233)	(298)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé		(116)	(138)
Acquisitions d'immobilisations financières		(24)	(7)
Cessions et diminutions d'immobilisations		82	82
Investissements opérationnels nets		(291)	(361)
Acquisitions de titres de participation		(257)	(202)
Cessions de titres de participation et d'actifs correspondant à des cessions d'activité		38	6
Trésorerie des entités acquises/cédées		15	182
Investissements financiers nets		(204)	(14)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)		(495)	(375)
Dividendes versés aux actionnaires (1)		(760)	(678)
Augmentation de capital		293	280
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires		-	(9)
Rachats et reventes d'actions propres		(131)	(26)
Remboursement des dettes de location		(204)	(181)
Remboursement d'emprunts (2)		(1 149)	(1 924)
Emission d'emprunts (2)		524	1 567
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)		(1 427)	(971)
Variation des autres actifs financiers (IV)		-	-
Variation de trésorerie (I + II + III + IV)		(1 502)	(895)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11	4 284	5 063

* Chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note 18).

(1) Dont dividendes versés par Eiffage SA au 1^{er} semestre 2026 : 468 millions d'euros (452 millions d'euros en 2025).

(2) Les postes "Remboursement d'emprunts" et "Emission d'emprunts" intègrent pour le groupe Financière Eiffarie respectivement (926) millions d'euros et 500 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2026 et (1 651) millions d'euros et 1 418 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2025.

Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

1. Informations générales

Le siège social du Groupe Eiffage est situé 3-7, place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), France.

Ses actions sont cotées sur Euronext Paris compartiment A.

Les comptes semestriels consolidés résumés pour les six mois écoulés au 30 juin 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 août 2026.

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2025 sont disponibles sur le site web www.eiffage.com ou sur demande au Siège Social.

1.1. Faits significatifs du 1^{er} semestre 2026

– Capital

Au cours du 1^{er} semestre 2026, Eiffage SA a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe en France et à l'étranger, ayant conduit à l'émission de 2 193 857 actions nouvelles et a annulé le même nombre d'actions auto détenues. A l'issue de ces opérations, le capital social de la société reste inchangé à 392 000 000 euros divisé en 98 000 000 actions de 4 euros de nominal.

– Nouveaux financements

En janvier 2026, APRR a réalisé une nouvelle émission obligataire de 0,5 milliard d'euros à échéance janvier 2032 pour un coupon de 3,125 %.

1.2. Événements post-clôture

Aucun événement n'est à signaler.

2. Principes et méthodes comptables appliqués aux comptes semestriels consolidés résumés et normes utilisées

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les comptes consolidés annuels et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour l'exercice 2025, à l'exception des amendements suivants applicables au 1^{er} janvier 2026, sans impact sur les états financiers :

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Classement et évaluation des instruments financiers »
- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles »

Par ailleurs, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2026 et notamment IFRS 18 « Etats financiers : Présentation et informations à fournir » :

La norme IFRS 18 devra être appliquée à compter du 1^{er} janvier 2027 en remplacement d'IAS 1. Elle impose une nouvelle présentation du compte de résultat en cinq catégories avec des sous-totaux obligatoires et une évolution du tableau des flux de trésorerie, basé sur le résultat d'exploitation et non plus sur le résultat net. Par ailleurs, les indicateurs alternatifs de performance ne peuvent plus apparaître au sein du compte de résultat et doivent être clairement définis dans les notes annexes et réconciliés avec les agrégats des états financiers.

Le Groupe poursuit les analyses des différents impacts de la mise en place de cette norme sur ses états financiers et n'a pas encore statué sur la nécessité de maintenir ses indicateurs de performance tels que le ROC et le coût de l'endettement financier net. Les travaux

seront finalisés au cours du second semestre 2026 à l'appui des décisions en attente au sein de l'IFRIC et des clarifications susceptibles d'être publiées.

3. Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans l'environnement économique et financier actuel. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison ; les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles, en tenant compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat ;
- les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe ;
- les provisions et notamment les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés où les calculs prennent en compte les taux d'actualisation et les indices d'indexation des contrats de travaux ;
- la valorisation des paiements en actions reposant sur des hypothèses actuarielles (volatilité, taux d'intérêt, progression du dividende) et sur des hypothèses d'objectifs ESG (réductions de l'intensité carbone) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation) ;
- la recouvrabilité des actifs d'impôts différés ;
- l'évaluation des dettes de location qui intègre des durées estimées de location et prend en compte des taux d'actualisation.

4. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction selon les différents métiers exercés à savoir :

Construction : aménagement urbain, conception-construction de bâtiments, promotion immobilière, maintenance et travaux services ;

Infrastructures : génie civil, conception-construction routière et ferroviaire, assainissement, terrassement et construction métallique ;

Energie Systèmes : conception, réalisation, intégration et exploitation maintenance de systèmes et d'équipements d'énergies et de télécommunications ;

Concessions : construction et gestion d'ouvrages dans le cadre de contrats de concession et de partenariats public-privé, développement des énergies renouvelables (hydroélectriques et photovoltaïques) ;

Holding : gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, le métier de façadier est intégré au sein du secteur « Construction ».

4.1. Premier semestre 2026

– Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Énergie Systèmes	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produits des activités opérationnelles - brut	2 169	4 317	3 941	1 998	13	-	12 438
Produits inter-secteurs	11	38	67	2	161	(279)	-
Produits des activités opérationnelles	2 180	4 355	4 008	2 000	174	(279)	12 438
Résultat opérationnel courant	74	(11)	206	822	(72)	-	1 019
Dont dotations aux amort. et aux provisions (nettes de reprises)	(37)	(206)	(108)	(474)	(27)	-	(852)
Résultat opérationnel	67	(20)	203	822	(72)	-	1 000
Bilan							
Total bilan	2 870	7 468	6 125	14 988	9 650		41 101

– Par zone géographique

	France	Allemagne	Autres pays européens	Autres pays
Produits des activités opérationnelles	8 433	1 318	2 453	234
Actifs non courants	21 040	563	2 558	284
Total bilan	35 345	1 205	4 132	419

Les produits des activités opérationnelles correspondent au chiffre d'affaires publié déduction faite des ventes intersecteurs, augmenté du chiffre d'affaires construction des Concessions (IFRIC 12) et des produits des activités annexes.

4.2. Premier semestre 2025

– Par secteur d'activité

	Construction *	Infrastructures*	Énergie Systèmes	Concessions *	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produits des activités opérationnelles - brut	2 033	4 482	3 749	2 019	14	-	12 297
Produits inter-secteurs	29	30	52	3	154	(268)	-
Produits des activités opérationnelles	2 062	4 512	3 801	2 022	168	(268)	12 297
Résultat opérationnel courant	70	(13)	184	838	(80)	-	999
Dont dotations aux amort. et aux provisions (nettes de reprises)	(29)	(222)	(96)	(462)	(27)	-	(836)
Résultat opérationnel	63	(22)	177	837	(80)	-	975
Bilan							
Total bilan	2 759	7 213	5 361	16 782	8 870		40 985

* Pour "Construction" et "Infrastructures", chiffres retraités du transfert du métier de façadier du secteur "Infrastructures" vers le secteur "Construction".

Pour "Concessions", chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note 18).

– Par zone géographique

	France *	Allemagne	Autres pays européens	Autres pays
Produits des activités opérationnelles	8 521	1 239	2 325	212
Actifs non courants	20 874	451	2 409	272
Total bilan	35 748	1 043	3 870	324

* Chiffres retraités de l'évolution de la comptabilisation des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières (note18).

5. Saisonnalité de l'activité

Les métiers exercés par le Groupe sont affectés par la saisonnalité de leur activité, en particulier dans les domaines des travaux routiers en raison des conditions climatiques moins favorables sur le 1^{er} semestre et des concessions autoroutières en raison du trafic plus élevé constaté au cours de la période estivale du début du 2^e semestre. Le chiffre d'affaires et le résultat du 1^{er} semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par ailleurs par une consommation de trésorerie d'exploitation au cours du 1^{er} semestre.

L'impact de cette saisonnalité ne fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels.

6. Principales évolutions du périmètre de consolidation

Les principales évolutions du périmètre de consolidation ont été réalisées dans le secteur Energie Systèmes :

- En Allemagne, Eiffage Energie Systèmes, au travers de sa filiale Salvia, a acquis 100 % de la société HTW Engineers, bureau d'études spécialisé dans les corps d'état techniques et 74,9 % de Hand & Werk, entreprise spécialisée dans les projets de data centers en Allemagne, dont les activités sont portées par la marque DC Blue. Ces deux structures génèrent un chiffre d'affaires de près de 95 millions d'euros avec 280 collaborateurs.
- En France, Eiffage Energie Systèmes s'est porté acquéreur de 70 % de Quercy Réfrigération, société spécialisée dans le froid industriel essentiellement pour la filière agro-alimentaire. L'entreprise compte plus de 160 collaborateurs, répartis dans 10 agences sur l'ensemble du territoire et réalise un chiffre d'affaires de 66 millions d'euros.

Par ailleurs dans le secteur des concessions, en mars 2026, Eiffage s'est renforcé au capital de Getlink en acquérant sur le marché 1,74 % du capital portant ainsi sa participation totale à 29,40 %. Getlink SE reste consolidée en mise en équivalence.

Le coût décaissé des acquisitions nettes des cessions de la période est de 204 millions d'euros figurant dans le tableau des flux de trésorerie en investissements financiers nets.

7. Immobilisations incorporelles du domaine concédé et actifs financiers sur accords de concession de services publics

– Immobilisations incorporelles du domaine concédé

Les immobilisations incorporelles du domaine concédé au 30 juin 2026 s'élèvent à 10 572 millions d'euros et correspondent principalement à APRR/AREA pour 6 899 millions d'euros, A'Liéonor pour 863 millions d'euros, Adelac pour 798 millions d'euros, Aliaé pour 687 millions d'euros, Aéroport Toulouse-Blagnac pour 673 millions d'euros, CEVM pour 314 millions d'euros et Secaa pour 195 millions d'euros.

– Actifs financiers sur accords de concession de services publics

Les actifs financiers sur accords de concession de services courants et non courants au 30 juin 2026 s'élèvent à 1 128 millions d'euros et correspondent principalement à la LGV Bretagne-Pays de la Loire pour 745 millions d'euros, au stade Pierre-Mauroy de Lille pour 185 millions d'euros et à la réhabilitation de la Grande Arche de la Défense pour 106 millions d'euros.

8. Evaluation des goodwills et des immobilisations du domaine concédé

– Indices de perte de valeur et test de valeur

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », le Groupe apprécie à chaque date d'arrêté s'il existe un indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur. Dans l'affirmative, un test de valeur est réalisé.

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté en date du 30 juin 2026.

9. Capital social

Le capital social est composé de 98 000 000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de nominal chacune.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1^{er} janvier 2026	98 000 000	(2 918 256)	95 081 744
Annulation d'actions auto-détenues	(2 193 857)	2 193 857	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	2 193 857	-	2 193 857
Achat - vente - attribution	-	(115 577)	(115 577)
Au 30 juin 2026	98 000 000	(839 976)	97 160 024

Au cours du 1^{er} semestre 2026, au titre des plans d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 1 000 000 actions et à l'attribution de 881 981 actions. Dans le cadre du contrat de liquidité, 596 931 actions ont été achetées et 599 373 vendues.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1^{er} janvier 2025	98 000 000	(5 738 960)	92 261 040
Annulation d'actions auto-détenues	(3 146 936)	3 146 936	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	3 146 936	-	3 146 936
Achat - vente - attribution	-	843 858	843 858
Au 30 juin 2025	98 000 000	(1 748 166)	96 251 834

Au cours du 1^{er} semestre 2025, au titre des plans d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 346 876 actions et à l'attribution de 1 105 699 actions. Dans le cadre du contrat de liquidité, 894 821 actions ont été achetées et 979 856 vendues.

10. Actifs et passifs financiers

– 30 juin 2026

						Mode de détermination de la juste valeur				
						Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3
						Catégories comptables (1)				
Actifs financiers	Valeur au bilan	Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI	Juste valeur	Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables		
Instruments financiers dérivés actifs	113	-	-	113 (2)	113	113				
Autres actifs financiers non courants	1 409	1 256	153	-	1 409		1 409			
Actifs financiers courants	80	80	-	-	80		80			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 517	-	4 517	-	4 517	1 260	3 257			
Total	6 119	1 336	4 670	113	6 119	1 373	4 746			

(1) Au cours du 1^{er} semestre 2026, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2026, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,4 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'Lienor, Adelaç, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense et LGV BPL) sur des maturités s'échelonnant de 2030 à 2043.

					Mode de détermination de la juste valeur			
Passifs financiers	Valeur au bilan	Catégories comptables			Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
		Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués à la juste valeur par OCI		Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables
Emprunts non courants	10 976 ⁽¹⁾	10 971	-	5 ⁽²⁾	10 652		10 652	
Fournisseurs et autres créanciers	5 995	5 995	-	-	5 995		5 995	
Emprunts et autres financements courants	2 924 ⁽¹⁾	2 924	-	-	2 924		2 924	
Total	19 895	19 890	-	5	19 571		19 571	

(1) Dont 8 474 millions d'euros correspondant au montant de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2026, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,4 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'Lienor, Adelaç, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense et LGV BPL) sur des maturités s'échelonnant de 2030 à 2043.

						Mode de détermination de la juste valeur				
						Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3
						Modèle			Modèle	
Actifs financiers	Valeur au bilan	Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI	Juste valeur	Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables		
Instruments financiers dérivés actifs	119	-	-	119 ⁽²⁾	119	119				
Autres actifs financiers non courants	1 384	1 272	112	-	1 384		1 384			
Actifs financiers courants	78	78	-	-	78		78			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 870	-	5 870	-	5 870	1 820	4 050			
Total	7 451	1 350	5 982	119	7 451	1 939	5 512			

(1) Au cours de l'exercice 2025, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers.

(2) L'intégralité du montant correspond à des instruments financiers de couverture pour lesquels il n'a pas été constaté d'inefficacité. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2025, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,5 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'liénor, Adelac, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense, LGV BPL) sur des maturités s'échelonnant de 2026 à 2043.

						Mode de détermination de la juste valeur		
Catégories comptables						Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués à la juste valeur par OCI	Juste valeur	Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables
Emprunts non courants	11 573 ⁽¹⁾	11 567	-	6 ⁽²⁾	11 244		11 244	
Fournisseurs et autres créanciers	5 613	5 613	-	-	5 613		5 613	
Emprunts et autres financements courants	2 851 ⁽¹⁾	2 851	-	-	2 851		2 851	
Total	20 037	20 031	-	6	19 708		19 708	

(1) Dont 8 950 représentant le montant à 100 % de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2025, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,5 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'liénor, Adelac, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense, LGV BPL) sur des maturités s'échelonnant de 2026 à 2043.

– Covenants financiers

Société	Covenants	Dettes associées	Calcul des ratios au 30 juin 2026
APRR	. Dette nette/EBITDA inférieure à 7 . EBITDA/charges financières nettes supérieur à 2,2.	12	2,7 19,8
VP2 (1)	. Ratio annuel de couverture du service de la dette au titre de l'année précédant le calcul et sur les 3 années suivantes supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette calculé sur la durée des prêts supérieur ou égal à 1,15 . Ratio de couverture de la dette calculé sur la durée de la concession supérieur ou égal à 1,25.	618	1,26 à 1,21 1,63 2,46
A'Liéonor	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	699	1,61 1,82 2,80
Eiffage Rail Express	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	669	1,58 2,09 2,26
Armanéo	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	107	1,68 1,69 2,53
Aéroport Toulouse-Blagnac	. Ratio financier élargi EBITDA/endettement élargi net total inférieur ou égal à 5,50.	80	1,25
Adelac	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	599	2,10 2,28 2,37
Groupe Sun'R	Les covenants sont relatifs à la dette de treize sociétés de projets dont certains, portant sur des éléments non récurrents, sont en cours de renégociation avec les prêteurs bancaires.	72	

(1) Ratios disponibles calculés sur la base du 31 décembre 2025.

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 juin 2026	31 décembre 2025
Actif		
Trésorerie	3 257	4 050
Equivalents de trésorerie	1 260	1 820
(I)	4 517	5 870
Passif		
Soldes créditeurs de banque	233	86
(II)		
Trésorerie à la clôture	4 284	5 784
(I - II)		

12. Variation des emprunts

	Début de l'exercice	Variation de périmètre	Autres mouvements	Juste valeur des instruments financiers	Augmentations	Diminutions	À la fin de la période
Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (I)	12 578	4	49	(1)	519	(850)	12 299
Dettes de location et partie à moins d'un an des dettes de location (II)	1 351	-	349	-	-	(204)	1 496
Soldes créditeurs de banque	86	6	141	-	-	-	233
Autres emprunts et dettes financières diverses	1 760	-	(98)	-	5	(299)	1 368
Emprunts et dettes financières diverses (III)	1 846	6	43	-	5	(299)	1 601
Total (I + II + III)					524	(1 353)	

Rapprochement avec le Tableau des Flux de Trésorerie

Remboursement des dettes de location (IV)	-	(204)
Emission et remboursement d'emprunts (V)	524	(1 149)
Total (IV + V)	524	(1 353)

13. Provisions

	Début de l'exercice	Variations de périmètre et de change	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres mouvements	À la fin de la période
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	546	-	31	-	-	(31)	546
Provisions pour engagements de retraite	286	-	16	(6)	-	-	296
Provisions pour médailles du travail	31	-	12	-	-	1	44
Autres provisions non courantes	18	-	2	-	-	3	23
Provisions non courantes	881	-	61	(6)	-	(27)	909
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	64	-	-	(44)	-	31	51
Provisions pour pertes à terminaison	159	-	94	(66)	-	(1)	186
Provisions pour restructurations	19	-	1	(3)	(1)	-	16
Provisions pour garanties données	141	-	9	(5)	(1)	-	144
Provisions pour litiges et pénalités	98	-	4	(7)	-	-	95
Provisions pour engagements de retraite	9	-	-	(1)	-	-	8
Provisions pour médailles du travail	6	-	-	-	-	(1)	5
Provisions pour autres passifs	629	13	55	(65)	(16)	(4)	612
Provisions courantes	1 125	13	163	(191)	(18)	25	1 117

Les lignes de provisions courantes indiquées ci-avant sont l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont pour la plupart de montants non significatifs. L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an.

14. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence, l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

15. Transactions avec les parties liées

La nature des transactions avec les parties liées n'a pas évolué par rapport à celles décrites dans la note 11 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2025.

16. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt est calculée sur la base du résultat semestriel auquel est appliqué le taux effectif d'impôt attendu pour l'exercice annuel incluant les impôts différés. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe ; pour les filiales françaises, le taux utilisé est 25,83 %.

La contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises instaurée par la loi de finances pour 2025 est prorogée à l'identique pour 2026. Elle est calculée sur la moyenne de l'impôt des sociétés françaises des exercices N et N-1. La part relative à 2025 a été prise en totalité dans les comptes semestriels et celle relative à 2026 a été intégrée à hauteur du résultat semestriel.

Au 30 juin 2026, elle s'élève à 67,2 millions d'euros.

17. Litiges – Arbitrages – Autres engagements

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

Du fait de son activité routière, le Groupe utilise des produits issus de l'industrie pétrolière pour la fabrication de ses matériaux.

A ce titre, ainsi qu'en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est susceptible d'être recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquence significative.

Concernant le contentieux avec la région Île-de-France pour la rénovation des lycées décrit dans la note 9.2 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2025, la Cour administrative d'appel de Paris a poursuivi, en juin 2026, les condamnations des défendeurs sur les 80 dossiers restants avec des modalités identiques à celles de 2025. L'estimation de l'impact pour le Groupe, communiqué en 2025, est confirmé. Ce litige est désormais clos.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

18. Provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières du domaine concédé

L'évolution du traitement comptable des provisions pour maintien en état des infrastructures autoroutières du domaine concédé est décrite dans la note 2.4 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2025.

Les tableaux ci-après résument l'impact sur le résultat au 30 juin 2025 :

– Compte de résultat

30 juin 2025

En millions d'euros	Publié	Impact	Retraité
Produits des activités opérationnelles	12 301	(4)	12 297
Charges externes	(5 384)	4	(5 380)
Dotations aux provisions (nettes de reprises)	(73)	(7)	(80)
Résultat opérationnel courant	1 006	(7)	999
Résultat opérationnel	982	(7)	975
Autres produits et charges financiers	(8)	(1)	(9)
Impôt sur le résultat	(353)	2	(351)
Résultat net	496	(6)	490
- Part du Groupe	308	(3)	305
- Participations ne donnant pas le contrôle	188	(3)	185

– Etat du résultat global

30 juin 2025

En millions d'euros	Publié	Impact	Retraité
Résultat net	496	(6)	490
Résultat global	547	(6)	541
- Part du Groupe	353	(3)	350
- Participations ne donnant pas le contrôle	194	(3)	191

IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires de la société Eiffage SA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Eiffage S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

– Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

– Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes

Levallois- Perret et Paris La Défense, le 26 août 2026

Forvis Mazars SA

Deloitte & Associés

Gilles Magnan

Marc de Villartay

Associé

Associé